ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 3 avril 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant règlement organique de la Monnaie Royale de Belgique", a donné le 20 mai 1992 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 april 1992 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende organiek reglement van de Koninklijke Munt van België", heeft op 20 mei 1992 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Alinéa 1er.

Il ne convient pas de viser l'article 67 de la Constitution. Il y a lieu de viser les articles 29, 66, alinéa 2, et 74 de la Constitution.

Alinéa 3.

La fin de l'alinéa 3 doit être rédigée comme suit :

"..., modifiée par les lois des 12 avril 1957 et 12 juillet 1991;".

Alinéa 5.

Il y a lieu d'omettre cet alinéa qui ne constitue pas un fondement légal du projet, ni un texte dont le rappel est indispensable à la bonne compréhension de l'arrêté.

Alinéa 6.

L'alinéa 6 doit être omis à la suite de l'observation formulée à propos de l'article 2.

Alinéa 7.

Cet alinéa doit également être omis à la suite de l'observation formulée sous l'article 9.

Alinéas 8 et 9.

1. Le visa de l'arrêté royal du 18 janvier 1990 portant modalités d'exécution de la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux doit précéder l'avis du comité de concertation.

2. Il convient de mentionner la date de l'avis donné par ce comité, soit le 6 décembre 1991.

*

Il convient également de viser, dans un alinéa nouveau, l'avis de l'inspecteur des finances.

Le texte suivant est proposé pour les alinéas 5 à 8 du préambule :

"Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1990 portant modalités d'exécution de la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux;

Vu l'avis du 6 décembre 1991 du comité de concertation de base 1bis;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 3 mars 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;".

Dispositif.

Article 2.

L'article 2, alinéa 2, du projet d'arrêté royal désigne le commissaire des monnaies en qualité de président du comité de concertation de base qui a été créé auprès de la Monnaie royale de Belgique par l'arrêté ministériel du 28 février 1989 modifiant l'arrêté ministériel du 13 juillet 1987 portant création et détermination du ressort des comités de concertation de base pour les services compris dans le ressort du comité de secteur II (Finances), "pour autant que (le commissaire) réponde aux prescriptions de l'article 42, § 4, de (l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 septembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités)".

En son paragraphe 4, l'article 42 précité dispose comme suit :

"§ 4. Les membres de la délégation de l'autorité sont des personnes qui, à quelque titre que ce soit, ont qualité pour engager les autorités publiques intéressées, ou des membres du personnel dirigeant nommés à titre définitif et occupés depuis un an au moins dans un service public compris dans le ressort du comité de concertation intéressé".

Or, par un arrêté ministériel du 1er avril 1991, le commissaire des monnaies a été nommément désigné à la fonction de président du comité de concertation de base en question, conformément à l'article 42, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984, qui prévoit que "les Ministres intéressés désignent les présidents et les membres de la délégation de l'autorité dans les comités de concertation de base (...) ainsi que leurs suppléants".

L'article 2, alinéa 2, du projet fait ainsi double emploi avec l'arrêté ministériel du 1er avril 1991; comme la désignation à laquelle le Roi procède dans l'arrêté en projet est conditionnelle, sans que l'on puisse savoir si les "prescriptions" requises sont satisfaites dans le chef du commissaire, cette disposition crée l'insécurité juridique quant à l'effectivité de la désignation; enfin, elle laisse incertain le point de savoir si le ministre des Finances conserve le pouvoir de désigner un président du comité de concertation, autre que le commissaire des monnaies, si ce dernier réunit les conditions auxquelles renvoie le projet d'arrêté royal.

Pour ces trois raisons, l'alinéa 2 de l'article 2 du projet doit être omis.

En conséquence, il y a lieu d'omettre l'alinéa 6 du préambule.

Article 3.

Dans le texte néerlandais il y a lieu de remplacer les mots "dagorde" et "werken" respectivement par les mots "agenda" et "werkzaamheden".

Article 4.

1. Le texte néerlandais des 2°, 3°, 5° et 6° serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au 7°, il y a lieu, conformément à la terminologie de l'article 8, alinéa 2, de la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux, de remplacer le mot "agréer" par le mot "approuver".

Article 5.

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 5. Le chef de fabrication exécute les opérations de fabrications monétaires et non monétaires que le commissaire des monnaies a acceptées".

2. Il est proposé de rédiger les alinéas 3 et 4 comme suit :

"Il a la responsabilité du contrôle des produits fabriqués; à cette fin, il vérifie notamment si les dimensions imposées ont été respectées et si la frappe et la gravure sont de qualité.

Il agrée ou refuse les produits fabriqués après consultation du commissaire des monnaies.

Il rebute les produits défectueux et en fait détruire les empreintes en sa présence".

Article 8.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 8. Il assure l'entretien général des machines et du matériel technique. Il soumet au commissaire des monnaies les études techniques qu'il juge utiles en vue de l'amélioration et du renouvellement de ce matériel".

Article 9.

Les mots utilisés dans cet article, notamment les mots

> "Nonobstant la procédure de désignation prévue pour les services publics qui tombent sous le statut syndical et nonobstant les dispositions de l'arrêté royal du 10 août 1978 déterminant la formation complémentaire imposée aux chefs de service de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints".

indiquent, de manière certaine, que l'auteur du projet a entendu déroger aux articles 833.2.1 et 887.B, bis, du Règlement général pour la protection du travail ainsi qu'à l'arrêté royal du 10 août 1978 déterminant la formation complémentaire imposée aux chefs de service de la sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints.

Les textes visés ci-dessus sont des dispositions à caractère général auxquelles il ne convient pas de déroger par des dispositions particulières.

Si l'intention des auteurs du projet est de s'écarter sur deux points de dispositions fondamentales en matière de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, et s'il existe des motifs valables d'agir dans ce sens, il leur appartient de modifier le Règlement général pour la protection du travail, moyennant l'accomplissement des formalités requises, notamment le contreseing du ministre de l'Emploi et du Travail.

Il s’ensuit que le texte doit être omis et que, dans le préambule, l’alinéa 7 doit être supprimé.

Article 13.

A la troisième ligne avant la fin, il faut écrire dans le texte français : "... produits métalliques qui sont la propriété de la Monnaie royale de Belgique ...".

Article 14.

1. A l’alinéa 1er, avant-dernière ligne, il y a lieu d’écrire : "... pour assurer leur entreposage ou leur destruction ...".

2. L’alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Il tient les relevés des espèces frappées, émises ou retirées de la circulation".

Article 17.

Dans l’arrêté royal du 20 août 1969 portant règlement organique de la Monnaie royale de Belgique, sont utilisés les termes "inspecteur des essais". Le Conseil d’Etat n’aperçoit pas la raison pour laquelle les termes

"essayeur du gouvernement" ont remplacé les mots "inspecteur des essais" qui sont plus précis.

Cette observation vaut pour l'intitulé du chapitre IV et pour les articles suivants du projet.

Article 20.

A l'alinéa 3, on écrira : "... il est fait appel à un fonctionnaire ...". Il faut, en effet, que l'examinateur soit du même régime linguistique que celui qui présente l'examen. Le mot "pourra" fait de ce qui est une obligation, une simple faculté.

Article 23.

Il est proposé de rédiger la deuxième phrase de la manière suivante :

"Il tient également le registre de la garantie prévu par l'article 15, § 2, de la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux".

Article 24.

A la deuxième ligne, on écrira : "perçues pour les activités ...".

Article 34.

Par souci de concordance avec le texte néerlandais, il faut écrire à l'alinéa 4 du texte français : "Si le rapport de l'inspecteur des essais concorde avec l'un des résultats ...".

Article 37.

Par souci d'uniformité avec l'article 32, il faut écrire en français :

"Art 37. Si le titre moyen des échantillons n'est pas dans les remèdes ...".

Article 39.

On écrira en français :

"Art. 39. Sur le vu des rapports ...".

Article 50.

La rétroactivité conférée à l'arrêté en projet par son article 50 a été justifiée comme suit par le fonctionnaire délégué :

"... par suite du contrôle exercé fin 1990 par la Cour des Comptes sur les opérations d'émission des ECU 1987, 1988 et 1989, celle-ci a suggéré d'adapter le règlement organique de la Monnaie royale de Belgique à la nouvelle situation.

En effet, vu le succès de ces opérations, la méthode de travail a dû être, pour des raisons pratiques, revue tant au niveau des responsabilités du contrôleur du monnayage et du chef de fabrication, qu'au niveau de la fabrication et de la livraison quotidienne des ECU.

Le souci de l'article 50 est donc de répondre positivement à la remarque officieuse de la Cour des Comptes en adaptant au plus tôt les nouvelles modalités réglementaires à la situation journalière existante".

Ces explications ne suffisent pas à justifier l'importante exception prévue par le projet au principe général de droit de la non-rétroactivité des actes administratifs unilatéraux.

Observation finale.

Le projet recourt fréquemment, et souvent à tort, à l'emploi de la majuscule. Il est proposé d'utiliser la minuscule pour les termes suivants :

1° Monnaie royale de Belgique (articles 1er, 2, 3, 13);

2° administrateur général (articles 2, 3, 4);

3° commissaire des monnaies (articles 2, 3, 4, 5, 8, 16, 17, 19, 20, 21, 32, 36, 37, 39 et 46);

4° essayeur du gouvernement, ces mots doivent être remplacés par "inspecteur des essais" (articles 4, 13, 17, 18, 19, 20, 31, 33, 34, 35, 36, 38 et 48);

5° chef de fabrication (articles 4, 5, 11, 12, 13, 29, 40, 41, 42, 43, 44, 46 et 48);

6° essayeurs du commerce (articles 4, 17, 18, 20, 33, 34, 35 et 48);

7° contrôleur du monnayage (articles 5, 10, 11, 15, 23, 29, 36, 38, 40, 41, 42, 43 et 44);

8° comptable de la monnaie (articles 7, 24, 25, 26 et 27);

9° bureau de la garantie (articles 17, 19, 23, 24 et 26);

10° essayeur des monnaies (articles 20 et 21).

Aanhef.

Eerste lid.

Er dient niet te worden verwezen naar artikel 67 van de Grondwet. Er moet worden verwezen naar de artikelen 29, 66, tweede lid, en 74 van de Grondwet.

Derde lid.

Het slot van het derde lid moet als volgt worden gesteld :

"..., gewijzigd bij de wetten van 12 april 1957 en 12 juli 1991;".

Vijfde lid.

Dit lid dient te worden weggelaten omdat het geen rechtsgrond vormt van het ontwerp en het verwijzen naar de tekst niet onontbeerlijk is voor de begrijpelijkheid van het besluit.

Zesde lid.

Het zesde lid moet vervallen als gevolg van de in verband met artikel 2 gemaakte opmerking.

Zevende lid.

Dat lid moet eveneens vervallen als gevolg van de onder artikel 9 gemaakte opmerking.

Achtste en negende lid.

1. De verwijzing naar het koninklijk besluit van 18 januari 1990 houdende de uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen dient vóór het advies van het overlegcomité komen te staan.

2. De datum van het door dat comité verleende advies moet worden vermeld, te weten 6 december 1991.

*

In een nieuw lid dient eveneens te worden verwezen naar het advies van de inspecteur van Financiën.

Voor het vijfde tot het achtste lid van de aanhef wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1990 houdende de uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen;

Gelet op het advies van 6 december 1991 van het basisoverlegcomité 1bis;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 3 maart 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

Artikel 2, tweede lid, van het ontwerp van koninklijk besluit wijst de muntmeester aan als voorzitter van het basisoverlegcomité dat bij de Koninklijke Munt van België is opgericht bij het ministerieel besluit van 28 februari 1989 tot wijziging van het ministerieel besluit van 13 juli 1987 houdende oprichting en vaststelling van het gebied van de basisoverlegcomités van de diensten die behoren tot het gebied van het sectorcomité II (Financiën), "voor zover (de muntmeester) voldoet aan het gestelde in artikel 42, § 4, van (het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel)".

In paragraaf 4 van het voormelde artikel 42 wordt het volgende bepaald :

"§ 4. De leden van de afvaardiging van de overheid zijn personen die, uit welken hoofde ook, bevoegd zijn om de betrokken openbare overheden te verbinden of leden van het leidend personeel die in vast verband benoemd zijn en sedert ten minste een jaar tewerkgesteld zijn in een overheidsdienst die onder het betrokken overlegcomité ressorteert".

Nu is het zo dat de muntmeester bij een ministerieel besluit van 1 april 1991 met name aangewezen is voor het ambt van voorzitter van het basisoverlegcomité in kwestie, overeenkomstig artikel 42, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 28 september 1984, waarin wordt bepaald dat "de betrokken ministers (...) de voorzitter en leden van de afvaardiging van de overheid, alsook hun plaatsvervangers, in de basisoverlegcomités (...) (aanwijzen)".

Artikel 2, tweede lid, van het ontwerp vormt aldus een doublure met het ministerieel besluit van 1 april 1991; aangezien aan de aanstelling die de Koning doet in het ontworpen besluit voorwaarden zijn verbonden, zonder dat men kan weten of, wat de muntmeester betreft, aan de "gestelde" voorwaarden is voldaan, doet die bepaling rechtsonzekerheid ontstaan wat de effectiviteit van de aanstelling betreft; ten slotte laat zij in het ongewisse of de Minister van Financiën de bevoegdheid behoudt om een voorzitter van het overlegcomité aan te wijzen, die een andere is dan de muntmeester, indien deze laatste voldoet aan de voorwaarden waarnaar het ontwerp van koninklijk besluit verwijst.

Om die drie redenen moet het tweede lid van artikel 2 van het ontwerp vervallen.

Het zesde lid van de aanhef dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 3.

Het woord "dagorde" dient te worden vervangen door het woord "agenda" en het woord "werken" door het woord "werkzaamheden".

Artikel 4.

1. De bepaling onder 2° zou beter als volgt worden gesteld :

"2° te beslissen over de aangelegenheden in verband met de wettigheid van ... zijn;".

2. De bepalingen onder 3° en 6° zouden beter als volgt worden gesteld :

"te beslissen over ... (voorts zoals in het ontwerp)".

3. De bepaling onder 5° zou beter als volgt worden gesteld :

"5° uitspraak te doen over de betwistingen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

4. In 7° dienen, overeenkomstig de terminologie van artikel 8, tweede lid, van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen, de woorden "te erkennen" vervangen te worden door de woorden "goed te keuren".

Artikel 5.

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Art. 5. De fabricagechef voert de verrichtingen uit voor de aanmaak van munten en van andere fabrikanten die de muntmeester heeft aanvaard".

2. Voorgesteld wordt het derde en vierde lid als volgt te stellen :

"Hij is verantwoordelijk voor de controle op de gefabriceerde produkten; daartoe gaat hij onder meer na of de opgelegde afmetingen in acht zijn genomen en of de muntstempel en de gravure van goede kwaliteit zijn.

Hij keurt de gefabriceerde produkten goed of weigert ze na raadpleging van de muntmeester.

Hij verwerpt de produkten met gebreken en laat de stempelafdrukken ervan vernietigen in zijn aanwezigheid".

Artikel 8.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 8. Hij zorgt voor het algemeen onderhoud van de machines en het technisch materieel. Hij legt de muntmeester de technische studies voor die hij met het oog op de verbetering en de vernieuwing van dit materieel nuttig acht".

Artikel 9.

In dit artikel staat te lezen :

> "Onverminderd de aanwijzingsprocedure die voor de overheidsdiensten die onder het syndicaal statuut vallen, voorzien wordt en onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 tot vaststelling van de aanvullende vorming opgelegd aan de diensthoofden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten, ...".

Hieruit blijkt duidelijk dat de indiener van het ontwerp heeft willen afwijken van de artikelen 833.2.1. en 877.B.bis van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming en van

het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 tot vaststelling van de aanvullende vorming opgelegd aan de diensthoofden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten.

De hiervoren vermelde teksten zijn algemene bepalingen waarvan niet mag worden afgeweken met bijzondere bepalingen.

Indien de indieners van het ontwerp de bedoeling hebben op twee punten af te wijken van fundamentele bepalingen inzake veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen, en er daartoe geldige redenen zijn, moeten zij het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming wijzigen en daartoe de nodige formaliteiten vervullen, onder meer door te voorzien in de medeondertekening door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Hieruit volgt dat de tekst moet vervallen en dat het zevende lid in de aanhef dient te vervallen.

Artikel 13.

Op de derde laatste regel behoort er in het Frans te worden geschreven : "... produits métalliques qui sont la propriété de la Monnaie royale de Belgique ...".

Artikel 14.

1. Op de voorlaatste regel van het eerste lid behoort er te worden geschreven : "... om de bewaring of de vernietiging ervan te verzekeren".

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"Hij houdt de opgaven bij van de aangemunte, de uitgegeven of de uit de omloop genomen stukken".

Artikel 17.

In het koninklijk besluit van 20 augustus 1969 houdende organiek reglement van de Koninklijke Munt van België is de uitdrukking "inspecteur van het essaai" te vinden. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de uitdrukking "keurmeester van de Regering" in de plaats is gekomen van "inspecteur van het essaai" welke uitdrukking juister is.

Die opmerking geldt voor het opschrift van hoofdstuk IV en voor de volgende artikelen van het ontwerp.

Artikel 20.

In het derde lid schrijve men "... wordt een beroep gedaan op een ambtenaar van ...". De examinator moet immers tot dezelfde taalrol behoren als de examinandus. Door het woord "kan" wordt een verplichting louter een mogelijkheid.

Artikel 23.

Er wordt voorgesteld de tweede zin als volgt te redigeren :

"Hij houdt eveneens het waarborgregister bij zoals voorgeschreven bij artikel 15, § 2, van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen".

Artikel 24.

Op de eerste en tweede regel behoort er te worden geschreven : "Hij bezorgt de voor de werkzaamheden van ...".

Artikel 34.

Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst, behoort er in de Franse tekst van het vierde lid te worden geschreven : "Si le rapport de l'inspecteur des essais concorde avec l'un des résultats ...".

Artikel 37.

Ter wille van de eenvormigheid met artikel 32 behoort er in de Franse tekst te worden geschreven :

"Art. 37. Si le titre moyen des échantillons n'est pas dans les remèdes ...".

Artikel 39.

In de Franse tekst schrijve men :

"Art. 39. Sur le vu des rapports ...".

Artikel 50.

De gemachtigde ambtenaar heeft de terugwerking van het ontworpen besluit, geregeld door artikel 50 hiervan, als volgt verantwoord :

> "... par suite du contrôle exercé fin 1990 par la Cour des Comptes sur les opérations d'émission des ECU 1987, 1988 et 1989, celle-ci a suggéré d'adapter le règlement organique de la Monnaie royale de Belgique à la nouvelle situation.
>
> En effet, vu le succès de ces opérations, la méthode de travail a dû être, pour des raisons pratiques, revue tant au niveau des responsabilités du contrôleur du monnayage et du chef de fabrication, qu'au niveau de la fabrication et de la livraison quotidienne des ECU.

Le souci de l'article 50 est donc de répondre positivement à la remarque officieuse de la Cour des Comptes en adaptant au plus tôt les nouvelles modalités réglementaires à la situation journalière existante".

Die uitleg is niet voldoende om de belangrijke uitzondering die het ontwerp maakt op het algemeen rechtsbeginsel dat eenzijdige bestuurshandelingen niet mogen terugwerken te rechtvaardigen.

Slotopmerking.

In het ontwerp wordt vaak, en niet steeds terecht, een hoofdletter geschreven. Er wordt voorgesteld een kleine letter te schrijven voor de volgende termen :

1° administrateur-generaal (artikelen 2, 3, 4);

2° muntmeester (artikelen 2, 3, 4, 5, 8, 16, 17, 19, 20, 21, 32, 36, 37, 39 en 46);

3° keurmeester van de regering (die woorden moeten worden vervangen door "inspecteur van het essaai") (artikelen 4, 13, 17, 18, 19, 20, 31, 33, 34, 35, 36, 38 en 48);

4° fabricagechef (artikelen 4, 5, 11, 12, 13, 29, 40, 41, 42, 43, 44, 46 en 48);

5° handelskeurmeester (artikelen 4, 17, 18, 20, 33, 34, 35 en 48);

6° controleur van de aanmunting (artikelen 5, 10, 11, 15, 23, 29, 36, 38, 40, 41, 42, 43 en 44);

7° rekenplichtige (artikelen 7, 24, 25, 26 en 27);

8° waarborgkantoor (artikelen 17, 19, 23, 24 en 26);

9° keurmeester (artikelen 20 en 21).

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,

J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. J.-J. STRYCKMANS.